

L'Etat doit prendre les commandes

L'économiste **Cédric Durand** et le sociologue **Razmig Keucheyan** plaident pour une restructuration dirigée de l'économie productive en fonction des besoins sociaux et de la restauration de l'environnement

Les maîtres du monde eux-mêmes le reconnaissent : le Global Risks Report du Forum économique mondial de Davos de cette année fait de la crise environnementale la principale menace qui pèse sur l'humanité. Loin des discussions feutrées de la station suisse, les grèves lycéennes – avec leur figure de proue, la Suédoise Greta Thunberg – sont une autre expression de la prise de conscience environnementale. Leur ampleur ne laisse pas place au doute : en matière de mobilisation pour le climat, nous sommes entrés dans une phase nouvelle.

Les débats qui entourent le « Green New Deal » aux quatre coins du monde en sont une troisième illustration. Sa version américaine, portée par la jeune représentante démocrate Alexandria Ocasio-Cortez, est la plus ambitieuse. La transition écologique, soutiennent M^{me} Ocasio-Cortez et son équipe, suppose la restructuration de fond en comble de nos économies.

Une chose est sûre : l'Etat doit prendre les commandes de la transition écologique. Les solutions préconisées jusqu'ici, mélange de mécanismes de marché et d'initiatives décentralisées, ne sont pas à la hauteur. La transition écologique sera dirigée ou ne sera pas. Comme il s'agit d'un enjeu transversal, toutes les ressources de l'Etat doivent être réorientées dans cette perspective. En même temps qu'il se fera plus interventionniste, sa teneur en démocratie doit augmenter,

afin d'éviter le risque de « technocratie verte ». Bien sûr, il faut préserver – voire élargir – un espace d'autonomie et d'expérimentation pour les collectivités locales et la construction des communs. Mais cela doit se faire dans le cadre d'objectifs validés démocratiquement au niveau central.

L'idée est simple : il s'agit de repartir des besoins. Pour peu qu'ils soient solvables, le capitalisme est prêt à satisfaire n'importe quel besoin, si nocif soit-il. A l'inverse, quantité de besoins individuels et collectifs ne sont pas satisfaits car ils ne sont pas solvables. Tout commence par la définition des besoins, une définition basée sur des procédures démocratiques. Des formes de « démocratie participative » pourront être mises en œuvre pour y parvenir. Ensuite, il faudra satisfaire les besoins ainsi définis. Parfois, ce sera par le secteur privé, d'autres fois par des sociétés publiques locales, d'autres fois encore par des organisations de l'économie sociale et solidaire. Mais dans bien des cas, l'Etat sera partie prenante pour donner cohérence à une



LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE SERA DIRIGÉE OU NE SERA PAS

trajectoire de transition qui allie satisfaction des vrais besoins et restauration écologique.

L'action de l'Etat en matière de transition écologique doit reposer sur trois piliers. Le premier est un programme d'investissements massifs en faveur des énergies et des infrastructures propres et de désinvestissement des énergies fossiles. Les chiffres existent, ceux de l'association négaWatt par exemple. Les Américains, eux, proposent de décarboner leur économie d'ici dix ans. Ces investissements, combinés à la décroissance matérielle, doivent déboucher sur ce que les économistes de l'environnement appellent le « découplage » : jusqu'ici, la croissance économique s'est toujours accompagnée d'un surcroît d'exploitation de la nature, et notamment de dépenses énergétiques.

Justice environnementale

Cette corrélation doit être défective. Pour cela, l'Etat doit intervenir dans les choix productifs, car les marchés ou les taxes carbone relèvent d'une logique a posteriori, qui cherche à limiter les « externalités négatives » de l'activité économique en les internalisant. Il faut la remplacer par une logique a priori, qui empêche en amont les pollutions ou les dégradations de la biodiversité de survenir.

Historiquement, l'intervention de l'Etat dans les choix productifs porte un nom : la planification. Au XX^e siècle, elle a pris des formes diverses. En France, la tradition de la planification « indicative » ou « concertée » doit être revitalisée pour réussir la transition écologique.

Le deuxième pilier est un programme d'« emplois verts », situés dans des secteurs non polluants et/ou contribuant à la transition écologique. La campagne « One million climate jobs » lancée par une coalition internationale de syndicats et d'associations doit être transformée en politique publique. Le « Green New Deal » version Ocasio-Cortez comprend une proposition de bon sens : la « job guarantee », souvent traduite en français par « employeur en dernier ressort ». L'Etat s'engage à offrir ou à finan-

cer un emploi à tout chômeur qui souhaite travailler, au salaire de base du secteur public ou davantage. Cela permet de réduire le chômage, mais aussi de satisfaire des besoins dans des secteurs non polluants, ou à effet social et environnemental positif : amélioration de la vie urbaine, prise en charge des personnes en situation de dépendance, activités scolaires, etc. Ces emplois ne font pas croître l'usage des ressources, et donc ils ne pèsent pas sur l'environnement.

Le troisième pilier est la rupture avec les politiques d'austérité en vigueur depuis la crise de 2008. Elles ont non seulement creusé les inégalités, mais, en paralysant l'Etat, elles ont conduit à une aggravation de la crise environnementale. C'est d'autant plus déplorable que, dans le même temps, les banques centrales ont démontré leur puissance de feu, mais au service de la stabilité de la finance privée. La mobilisation de la puissance souveraine de la monnaie permettra de faire en sorte que les ressources productives soient pleinement engagées dans la transition.

Mais rien de tout ceci n'aurait de sens si la transition écologique n'était pas juste. Justice environnementale est un mot d'ordre que l'on voit déjà fleurir dans les mobilisations pour le climat. Les classes populaires sont souvent les premières victimes des pollutions ou des catastrophes naturelles. C'est aussi sur elles que les gouvernements successifs font peser prioritairement le coût de la transition. C'est moralement insupportable, et politiquement voué à l'échec.

Investissements et désinvestissements massifs, découplage, garantie de l'emploi, planification, justice environnementale : la feuille de route ne peut pas être plus claire. Reste à construire la coalition qui la mettra en œuvre. ■

Cédric Durand est économiste à l'université Paris-XIII ; **Razmig Keucheyan** est sociologue à l'université de Bordeaux



LA CHRONIQUE DE JEAN PISANI-FERRY

Il n'y a pas d'euro viable sans plus d'Europe

De Manon Aubry à Jordan Bardella, les têtes de liste de tous les grands partis en conviennent : l'euro est notre monnaie, pas question d'en changer. Les approximations hasardeuses de Marine Le Pen lors du débat présidentiel de 2017 ont servi de leçon, et seuls des candidats marginaux envisagent désormais une sortie de la monnaie européenne. Vingt ans après sa naissance, elle n'est plus objet de débat mais fait en quelque sorte partie des acquis.

Ce consensus est cependant trompeur, parce qu'en même temps qu'ils affirment leur adhésion à l'euro, nombreux sont ceux qui veulent s'affranchir des règles budgétaires qui l'accompagnent, restreindre la liberté de circulation des travailleurs, ou mettre en place une préférence nationale. Autrement dit, garder l'euro et défaire l'Europe. Cet état d'esprit n'est pas propre à la France. En Allemagne l'Alternative für Deutschland (AfD), née d'une opposition à l'euro, s'en prend désormais surtout aux migrations et aux transferts entre Etats. Quant à Matteo Salvini, le leader populiste italien, il ne parle plus de retourner à la lire, seulement de revenir aux règles budgétaires d'avant le traité de Maastricht (il n'y en avait pas).

Les populistes ne sont pas seuls. Avec plus de modération, certes, nombreux sont les dirigeants européens qui laissent accroître qu'on peut à la fois garder une même monnaie et passer des accommodements avec le nationalisme ambiant. Emmenés par les Pays-Bas, les huit pays qui s'opposent à toute idée de stabilisation budgétaire commune n'en sont pas loin non plus.

Mais l'euro sans l'Europe n'est pas un projet cohérent. Une monnaie n'est pas une simple commodité pour les échanges et les transactions financières, dont on peut déléguer la gestion à une banque centrale, pour ne plus s'en soucier. C'est une construction sociale puissante, qui doit être l'expression d'une communauté. C'est un appareillage complexe de règles et d'institutions qui touchent au plus profond de la souveraineté. C'est, pour le meilleur ou pour le pire, le ciment d'un destin partagé. On l'avait déjà oublié entre 1999 et 2010, avant que la crise vienne brutalement le rappeler, et oblige les chefs d'Etat à une solidarité à laquelle ils ne s'étaient pas préparés. Il est étrange que dix ans plus tard, l'amnésie semble frapper de nouveau.

Nul ne sait quand viendra l'heure de vérité

Le danger est d'autant plus grand que la monnaie européenne reste fragile. Sept ans après la crise qui a manqué de l'emporter, les défauts de construction qui avaient menacé sa survie n'ont pas été complètement réparés. Certes, la zone euro s'est dotée d'un mécanisme d'assistance financière et a mis en chantier une réponse systémique avec le projet d'union bancaire. Mais contrairement aux intentions affirmées haut et fort en juin 2012, l'interaction perverse entre insolvabilité des banques et insolvabilité des Etats n'a pas été coupée. Atténuée par le passage des grandes banques sous le contrôle direct de la Banque centrale européenne, elle n'a pas disparu, comme l'a illustré l'accès de fièvre italien de l'automne 2018.

UNE MONNAIE C'EST, POUR LE MEILLEUR OU POUR LE PIRE, LE CIMENT D'UN DESTIN PARTAGÉ

En 2011-2012 déjà, la contradiction entre intégration monétaire et désintégration financière a failli avoir raison de l'euro. C'est de là qu'est né le projet d'union bancaire. Cependant, celle-ci est loin d'être entrée dans les faits : il n'y a toujours pas de garantie commune des dépôts, les régulateurs continuent d'interdire aux banques paneuropéennes de mutualiser la liquidité entre filiales nationales, et

les procédures de résolution des faillites ne sont pas unifiées. Résultat, les investissements transfrontaliers sont en recul et, au lieu d'être partagée, l'absorption des chocs économiques reste très largement à la charge des économies nationales. Le cercle vicieux entre banques et Etats peut à tout moment réapparaître. Depuis sept ans et la fameuse formule de Mario Draghi – *Whatever it takes* (« quoi qu'il en coûte ») – la BCE a, seule ou presque, masqué ces fragilités. Au nom d'un mandat implicite mais indiscutable – l'intégrité de la zone euro –, elle s'est donné pour mission de contrer la fragmentation en même temps qu'elle a jeté toutes ses forces contre la déflation. Elle y a réussi, mais n'a jamais manqué de prévenir qu'elle ne pourrait pas éternellement pallier l'insuffisance des réformes, l'inconséquence des Etats et l'absence d'instrument budgétaire commun.

Nul ne sait quand viendra l'heure de vérité. Ce sera lors de la prochaine récession, ou à l'occasion d'une crise politique. En attendant, trois nouvelles vulnérabilités se sont fait jour. La première est économique : la crise a coupé la zone euro en deux, entre une moitié prospère, aujourd'hui au plein-emploi et une autre où la croissance est encore trop récente et où le chômage est toujours massif. Passé au second plan avec la généralisation de la reprise, ce divorce risque de redevenir saillant si le ralentissement s'amplifie.

La deuxième vulnérabilité est politique : en 2011, les dirigeants de la zone euro partageaient peu ou prou la même vision – assez tiède – de l'avenir européen. Aujourd'hui, ils sont divisés et, plus grave, les peuples le sont profondément, entre une Europe du Sud convaincue de s'être fait imposer une austérité excessive, et une Europe du Nord qui soupçonne derrière chaque initiative de réforme une manière détournée de s'en prendre à son épargne.

La troisième vulnérabilité est internationale. En 2011-2012, tous nos partenaires – Hu Jintao à Pékin, Barack Obama à Washington, David Cameron à Londres – ont aidé les Européens à sauver l'euro. Peu importe qu'ils l'aient fait par amitié ou par peur : ils l'ont fait. Mais qui peut parier que Xi Jinping, Donald Trump et, demain, un Boris Johnson agirait de même ?

On peut vouloir conforter l'euro, le réorienter ou en sortir. Mais on ne peut pas s'en désintéresser. ■

Christian Gollier Nous ne nous désintoxiquerons pas des énergies fossiles sans en augmenter le prix

L'économiste rappelle qu'il n'existe pas de grande mutation sociétale d'ampleur réussie sans modification des comportements par les prix

Chaque Européen émet, chaque année, l'équivalent de plus de 8 tonnes de CO₂. Les économistes du climat nous disent, pour simplifier, que chacune de ces tonnes engendrera un dommage climatique de plus de 1000 euros dans quarante-cinq ans en moyenne. Notre responsabilité individuelle est donc largement engagée face à cette dette climatique. Les Français sont très attachés au principe pollueur-payeur mais, depuis cet automne, ils sont massivement opposés à l'idée de se l'appliquer à eux-mêmes...

Alors qu'à l'élection présidentielle de 2007 pratiquement tous les candidats soutenaient ce principe, tous les candidats aux élections européennes autres que LRM l'ont prudemment effacé de leur programme, sous la pression des « gilets jaunes ». A sa place, certains candidats offrent l'utopie d'une transition écologique heureuse sans coût ni effort, dispensatrice de millions d'emplois et d'amélioration du pouvoir d'achat. D'autres promettent des centaines de milliards d'argent public, c'est-à-dire notre argent, sous forme de prêts à taux réduit pour financer la transition, alors que les caisses sont vides. Ceux-là se trompent d'instrument. Les particuliers ont déjà accès à des prêts à taux zéro pour l'isolation, mais ils ne s'en sont guère montrés friands. De même, le secteur de l'énergie n'est absolument pas en manque de capitaux pour investir dans les re-

nouvelables. Le problème, c'est que tous ces investissements resteront non profitables tant qu'on n'appliquera pas un prix universel au carbone, sans aucune exemption.

Les manifestants du samedi ont remporté une victoire à la Pyrrhus. Les gouvernements vont continuer à cacher les vrais coûts de l'insuffisante transition dans des programmes aussi inefficaces qu'attentatoires au pouvoir d'achat des ménages. Les programmes de subvention à l'électricité renouvelable coûtent entre 200 et 1500 euros par tonne de CO₂ évitée. Ils conduisent à un excès de permis d'émissions sur le marché de quota européen, une baisse de leur prix, et donc une hausse des émissions dans d'autres secteurs. Le bonus-malus écologique, les normes automobiles et d'isolation thermique ou les subventions aux biocarburants sont eux aussi payés par les consommateurs et leur imposeront finalement des sacrifices bien plus élevés que la taxe carbone à 44 euros par tonne de CO₂ qu'ils paient actuellement.

Des complexités inutiles

Ces politiques climatiques baroques ont cet avantage d'être opaques et incompréhensibles du commun des mortels. Les économistes militent plutôt pour substituer à tout cela un prix universel du carbone, solution efficace, transparente et résistante aux lobbys.

Contrairement à ce que l'on nous dit, la guerre mondiale contre le changement climatique exigera « du sang, de la sueur et des larmes ». Car, une fois retirés tous ces voiles de complexités inutiles, la réalité crue est que l'effet de serre nous oblige à abandonner rapidement une énergie fossile peu chère, incroyablement facile à utiliser, et qui a fondé notre prospérité depuis deux siècles. Il va falloir se

reporter sur d'autres énergies qui resteront encore pour longtemps bien plus coûteuses et difficiles à exploiter. Pour y parvenir, il faut intégrer dans le coût des énergies fossiles les dommages climatiques qu'elles engendrent.

L'histoire de l'humanité nous enseigne qu'il n'existe pas de grande mutation sociétale d'ampleur réussie sans modification des comportements par les prix. Nous ne nous désintoxiquerons pas des énergies fossiles sans en augmenter le prix. En d'autres termes, il s'agit de nous imposer à nous-mêmes un « choc pétrolier » de grande ampleur, volontairement. Avec, néanmoins, l'avantage que les revenus de la taxe carbone vont dans les caisses de l'Etat plutôt que dans celles des pays du Golfe, ce qui peut, par exemple, permettre de surcompenser les consommateurs les plus fragiles par une augmentation importante du chèque énergie.

Sommes-nous capables d'affronter ce défi historique ? Tant que notre responsabilité individuelle climatique ne sera pas fermement établie dans nos consciences, les politiciens n'auront d'autre choix que d'éviter de demander explicitement les sacrifices nécessaires aux électeurs pour des actions qui ne bénéficieront qu'aux générations futures, dont l'absence dans notre système de représentation fait de nos démocraties une dictature du présent. Dans ce contexte, le risque est grand que la fin du mois passe avant la fin du monde. ■

Christian Gollier est chercheur à l'Ecole d'économie de Toulouse et auteur du « Climat après la fin du mois » (PUF)